

Entretien avec
ALAIN LIPIETZ

LES VOIES D'UN NOUVEAU COMPROMIS

— *Comment peut-on expliquer l'échec des alternatifs français lors des dernières élections législatives de mars 1986 ?*

• Par la conjugaison d'au moins trois facteurs. *Primo*, un véritable boycott de la grande presse, en particulier audiovisuelle. Ni les télévisions ni les radios n'ont laissé les candidats alternatifs ou écologistes développer leurs propositions dans de « grandes » émissions. En revanche le Front national a eu tout le loisir de s'exprimer, comme la « bande des 4 ». Pour expliquer cette attitude, il est difficile de départager le conformisme d'une majorité de journalistes et le souci tactique de journalistes socialistes désireux de diviser la droite et d'étouffer toute alternative au PS.

Secondo, la modification du système électoral, au lieu de permettre aux petites listes d'être représentées au parlement, a favorisé au contraire un réflexe de « vote utile ». Ainsi, nombreux sont les électeurs qui, de peur de voir la droite l'emporter, se sont reportés sur le PS, même si leur sympathie allait vers les alternatifs

• A. Lipietz, économiste au CNRS, candidat commun des alternatifs et des verts aux élections législatives de mars 1986. A publié récemment aux éditions La Découverte : *L'audace et l'enlisement* (1984) et *Mirages et miracles* : Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers-monde (1985).

par exemple. On a vu, ô paradoxe, dans certaines circonscriptions, des votes accumulés par les socialistes ne leur donnant pas plus d'élus et empêchant l'élection d'un des nôtres...

Tertio, et ici la responsabilité propre de notre génération militante est écrasante, le mauvais état général de la société française. C'est là le point le plus important. Que constatons-nous ? Le déclin des vieilles forces progressistes, l'absence d'une réelle relève issus de 68 et une profonde non-politisation de la jeunesse actuelle. Mais aussi l'absence d'un projet susceptible d'animer un mouvement social, l'extrême gauche répétant des propos d'une autre époque, les verts et les alternatifs manquant, du moins pour l'instant, d'une crédibilité suffisante.

Mais qui sont ces alternatifs ? En fait, principalement des anciens soixante huitards engagés dans une solide autocritique des pratiques et des appareils léninistes, sans pour autant renier certaines valeurs. Ils ont envie de faire « autre chose » et « autrement ». Après 1978 et l'échec de l'union de la gauche, la France qui bougeait, celle des mouvements (femmes, homosexuels, radios libres, régionalistes...) se nourrissait de ces militants. Bien souvent, les alternatifs sont également autogestionnaires. Aujourd'hui, pour eux, faire de la politique c'est défendre la gauche (une *autre* gauche) en maintenant en vigueur certains idéaux : autonomie, solidarité, priorité aux opprimés. Ces alternatifs sont malheureusement une espèce de queue de comète constituée de « gens de bonne volonté » mais sans grand lien avec les nouvelles générations. Là est leur principale difficulté à se reconstituer, à se rajeunir, à se renforcer.

Les *verts*, par contre, se sont affirmés plus tôt en réaction aux traductions politiques illégitimes, léninistes ou autres, de Mai 68, dans un refus du modèle de développement défendu par la gauche et même une bonne partie de l'extrême gauche. Ce qui les amène parfois à nier jusqu'à l'importance de la transformation des rapports sociaux, à se focaliser uniquement sur les méfaits causés par la « technique » à la « nature », à récuser la continuité qui les rattache aux forces de progrès social qui se sont succédé dans notre histoire.

Je fus récemment surpris de ne plus trouver chez les verts français aucune référence à Mai 68. Par exemple, évoquer *l'autogestion* entraîne de leur part plutôt un refus. Il y a chez les verts un lien véritable avec l'écologie environnementaliste apolitique qui peut être un atout, mais aussi un boulet si on refuse d'approfondir le débat. Les dernières élections ont montré avec force l'impos-

sibilité d'estomper tous ces différends entre les alternatifs et les verts. Si j'ai pu être le candidat unique des verts, des alternatifs et des autogestionnaires dans le département de la Seine-St-Denis, cela n'a pas été simple...

— *Peut-on définir une économie politique alternative ? Car si les électeurs ont voté « utile » c'est peut-être qu'il ne comprenaient pas bien votre programme ?*

• D'abord ils n'ont pas voté sur des programmes, ensuite je ne vois pas comment ils auraient pu prendre connaissance du nôtre, enfin l'alternative n'est pas seulement une économie politique, mais une orientation dans la transformation des rapports sociaux. A un état des rapports sociaux donné (formes d'organisation du travail, mode de régulation du rapport salarial, etc.) correspond il est vrai une « économie politique ». L'économie politique du compromis fordien, ou keynésien, ou encore social-démocrate, a mis une vingtaine d'année — et une guerre mondiale — à s'inventer et à s'imposer contre les issues fascistes-corporatistes ou soviétiques à la crise de 1929. Il en sera de même dans la crise actuelle : l'issue « libérale-productiviste », modèle de développement nouveau qui se présente à nous sur les ruines du compromis fordien, et dont Reagan nous offre une version de droite, Fabius une version de gauche, cette issue-là semble l'emporter aujourd'hui, comme le corporatisme avait le vent poupe en 1939. Mais l'avenir reste ouvert.

Quels seraient donc les aspects économiques du modèle de développement alternatif ? D'abord, dans l'organisation du travail, un nouveau compromis, rompant avec le fordisme, entre producteurs directs et encadrement (privé, public, ou coopératif !). L'intelligence des producteurs serait mobilisée dans la bataille pour la productivité et la qualité, en échange d'un contrôle collectif sur l'usage social de ces gains. De toute façon, de plus en plus de patrons veulent « remobiliser le savoir-faire ouvrier », à la japonaise. Mais s'ils veulent réunifier ce que Taylor et Ford ont séparé — la conception et l'exécution —, ils devront bien négocier ce nouveau pouvoir donné aux travailleurs : s'impliquer ou non dans ce qu'ils font. Mais si le patronat y parvient par des négociations individuelles, le syndicalisme est perdu...

Si, en revanche, l'organisation collective des travailleurs négocie cette implication, contre quoi le fera-t-elle ? Je pense — et c'est là la deuxième rupture avec le fordisme — que la contrepartie prin-

cipale doit être la réduction massive du temps de travail, condition primordiale de lutte contre le dualisme social entre ceux qui travaillent et les chômeurs, condition aussi d'un enrichissement culturel rendant précisément possible le contrôle des travailleurs sur leur propre activité.

Second axe : l'Etat, et en particulier l'Etat-Providence. L'alternative se bat — c'était déjà net en Mai 68 — à la fois pour la solidarité et pour l'autonomie. Ce qui n'est pas facile à concilier. Le débat actuel nous piège dans une double égalité : l'autonomie, c'est le marché et la libre entreprise, la solidarité, c'est l'Etat. L'alternative se bat pour le maintien et l'approfondissement du niveau de solidarité collective que représente l'Etat-Providence, mais nous sommes contre la forme « administrative » de cette solidarité. Les fonds de l'Etat-Providence devraient au contraire financer de nouvelles formes coopératives, autogérées, de production de services d'utilité sociale, ayant un rapport contractuel avec la société, défini au niveau le plus décentralisé par des formes de démocratie participative. Par exemple, les fonds des ASSÉDIC financeraient plus utilement des coopératives de soin à domicile, ce qui ferait faire des économies aux caisses d'assurances maladie, donnerait du travail aux infirmier(e)s et aides-soignant(e)s au chômage, humaniserait l'appareil de santé sans que ça ne retombe sur le dos des femmes.

Troisième axe : les rapports internationaux. Le nouveau modèle de développement que nous préconisons, ses nouveaux principes de régulation, seraient broyés par une mise en « libre concurrence » avec des modèles productivistes. C'est se moquer du monde que de prôner en même temps les 35 heures et le libre échange. Voyant bien la difficulté, certains se réfugient dans le mythe d'un « espace social européen ». Je suis pour, mais ce n'est qu'un mythe mobilisateur pour une lutte commune des syndicats européens, ce n'est pas un objectif politique quand les compromis politiques se jouent encore dans le cadre national. Battons-nous plutôt pour une réforme des rapports internationaux, en Europe et entre l'Europe et les pays démocratiques du Tiers-Monde — car l'égoïsme européen, ce club de nantis, me fait encore plus peur que le nationalisme français. Une telle réforme ne devrait pas se fixer l'objectif irréaliste de faire « tous ensemble la même chose », excellente excuse pour ne rien faire pays par pays, mais de « déconnecter », de « découpler » les avancées sociales de chaque pays et les conditions de sa compétitivité, et même, si possible, de mettre au point des procédures

qui donnent une « prime » aux pays accroissant le plus vite la qualité de vie de leurs travailleurs. A ce problème existent des solutions « techniques », mais qui ne peuvent avancer que moyennant une volonté politique.

— *La mise en œuvre d'une alternative est donc concrète, réformatrice, non utopique ?*

• On se bat toujours pour des utopies, et on ne fait jamais que réformer l'existant, dans un champ concret de contraintes (« le poids mort des choses »). Même Mao l'a reconnu, lui qui croyait que « sur la page blanche on écrit le plus beau poème ». Il faut avoir des utopies en tête — et personnellement, je ne suis pas loin de celle d'André Gorz dans *Les Chemins du Paradis* — mais ne pas refuser les pas en avant au nom de l'Utopie. On ne sort pas du capitalisme comme les Hébreux de Babylone pour fonder la nouvelle Jérusalem. On se bat pour changer la société, et non de société, on part du réel, on n'attend pas un « après » de la Révolution pour commencer à expérimenter des rapports nouveaux, car si on attend « après » la Révolution, alors il faudra rendre le pouvoir, comme Lénine, aux « spécialistes bourgeois », qui reproduiront naturellement les mêmes rapports sociaux fondamentaux. C'est aussi sur ce point de stratégie, fondamental, que l'alternative se distingue du léninisme et de la sociale-démocratie. L'alternative est un « réformisme radical » assumé.

Certains objectent qu'on ne peut rien changer si on ne change pas tout — c'est le « narcissisme blessé » dont parlait Gérard Mendel dans un récent numéro d'*Autogestions* n° 22. Les patrons, les « élites », ne pensent pas la même chose. Ils estiment qu'ils peuvent et doivent aujourd'hui changer beaucoup de choses par rapport au compromis social-démocrate. L'exigence de « flexibilité » prépare la mise en place du modèle « libéral-productiviste ». Nous n'avons donc aucun intérêt à nous crispier sur les acquis d'un compromis caduque, en laissant au patronat l'initiative du changement. Au contraire, en proposant et en se battant pour des éléments de notre projet de société : la reprise en main du processus productif, la réduction du temps de travail, la création d'un tiers secteur alternatif, etc., nous pouvons contraindre patronat et technosciences à négocier un compromis concret avec notre propre utopie.

(Propos recueillis par T. Paquot - Mai 1986)